Une politique agricole durable favorisant une transition vers des modes de production agroécologiques

La situation de l'agriculture en Belgique est alarmante. ***Depuis 1980, la Belgique a perdu 63% de ses exploitations agricoles***[1]*. Cette diminution est encore plus dramatique chez les jeunes agriculteurs, qui sont passés de 9830 agriculteurs de moins de 35 ans en 1990, à seulement 2590 en 2007 (soit une diminution de 73,7%)*[2]*. D'autre part, malgré l'absence de chiffres officiels, les syndicats d'agriculteurs dénoncent un taux de suicide particulièrement élevé chez les petits agriculteurs, à cause du niveau insupportable d'endettement et de leur exclusion sociale. Dans ce contexte, seules les plus grandes exploitations agroindustrielles parviennent à survivre.*

Cette situation n'est pas tenable et menace la sécurité alimentaire des citoyens belges. Il est urgent d'opter pour une politique agricole forte, basée sur des modes de production durable. La politique agricole devrait : ***cibler en priorité les petits agriculteurs****, en particulier les jeunes ;* ***diminuer notre dépendance alimentaire*** *(en particulier les oléo-protéagineux) ; et soutenir la* ***relocalisation des systèmes de production et de consommation****. Dans le même temps, la Belgique devrait veiller à ce que sa politique agricole n'ait* ***pas d'effets négatifs sur les pays en développement,*** *en vérifiant notamment les impacts de ses exportations sur les marchés locaux.*

FIAN Belgium demande :

- L'application effective d'un soutien ciblé ambitieux aux petits agriculteurs pratiquant des méthodes agroécologiques, aux circuits courts et aux productions destinées à la consommation locale.
- La réforme du cadre normatif de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA), pour une meilleure prise en compte des circuits courts de consommation par rapport à la grande distribution.
- La mise en œuvre d'un plan pour plus d'autonomie alimentaire, notamment par des incitants aux cultures d'oléo-protéagineux et de légumineuses, ainsi que la rationalisation de notre consommation nationale en protéines animales.

Pour aller plus loin : voir infos disponibles sur la page de notre dernière action urgente en faveur d'une Politique agricole cohérente et durable : http://www.fian.be/agir/actions-urgentes/article/belgique-pour-une-politique

1 SPF Economie, PME et classes moyennes et Energie, « Chiffres clés de l'agriculture en 2012 », 2012, http://statbel.fgov.be/fr/binaries/FR_A5_WEB_Landbouw_2012_tcm326-192178.pdf (consulté le 22/10/2013)

2 Eurostat (consulté le 22/10/2013), http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tag00029&plugin=1

Question : Quelles mesures concrètes proposez-vous afin de renforcer la cohérence des politiques vis-à-vis du droit à l'alimentation ?

cdH : La Wallonie, sous l'impulsion du précédent Ministre de l'agriculture Benoit LUTGEN, a adopté dès 2008 la législation la plus contraignante d'Europe en matière d'OGM.

La **souveraineté alimentaire** est l'une des priorités du cdH. Elle figure telle quelle dans l'article 1er du futur Code wallon de l'agriculture, qu'a déposé Carlo DI ANTONIO au Parlement wallon.

Depuis 10 ans, le cdH s'est engagé en Wallonie dans une mise en œuvre de la PAC qui favorise **l'agriculture familiale, respectueuse de son environnement et qui encourage les circuits courts**: mesures agro-environnementales, soutien à la diversification, ateliers de travail partagé, halls-relais agricoles, financement des 2 années de transition de production biologique, etc.

Avec la nouvelle PAC, nous proposons de poursuivre ces mesures et de les amplifier :

- en favorisant les exploitations familiales **en sur-primant les 50 premiers hectares** (20% de « top-up »),
- en poussant **au maximum les aides pour les jeunes** (installation, sur-prime « jeunes », investissements…)
- en encourageant **l'autonomie des exploitations et les coopérations entre agriculteurs** (prime à l'herbe, autonomie protéique, soutien renforcé aux coopératives…)

Pour ce qui concerne le contrôle de la chaîne alimentaire, le cdH demande que les normes pour les artisans et agriculteurs ne soient pas que des simplifications des normes de l'agro-industrie mais soient basées sur les réalités de ce secteur. Le cdH soutient la mise en place de **systèmes de certification participative** comme cela se pratique avec succès dans plusieurs pays d'Amérique du Nord et du Sud.

Ecolo : Le constat que vous faites de la perte du nombre d'exploitation, du manque de jeunes, de l'intensification et de l'allongement des circuits de production et distribution est connu et démontré. C'est l'exact opposé de la tendance à laquelle Ecolo aspire. Tout notre programme, du local au global concourt à donner un revenu décent aux agriculteurs avec des surfaces raisonnables (exemple : surprime aux premiers ha). Nous voulons créer une alliance emploi-agriculture. Nous voulons créer un pacte « agriculture-distribution-alimentation » pour garantir un revenu équitable tout au long de la chaine alimentaire, et pas en pressant les agriculteurs. Nous voulons pouvoir, au niveau continental, mettre des droits de douanes sociaux et environnementaux afin de protéger les marchés intérieurs. Ecolo veut faire de l'agroécologie et du droit à l'alimentation les valeurs centrales de la politique alimentaire.

FDF : En Wallonie, 22000 personnes sont employées dans 13500 exploitations pour une production annuelle de 1.5 milliards d'euros. C'est dire que l'agriculture demeure essentielle au bon équilibre socio-économique d'une société, et permet de contribuer à la structuration du territoire et des espaces ruraux. Les agriculteurs demeurent des acteurs économiques majeurs plus particulièrement dans les zones rurales de notre Région avec le développement récent de nouvelles activités de service (tourisme à la ferme, vente de produits du terroir, fermes pédagogiques). Dans cette hypothèse, les exploitations agricoles peuvent devenir des entreprises pourvoyeuses d'emplois durables.

Pour les FDF, la dimension économique est primordiale : c'est en ce sens que la production des produits alimentaires reste la priorité, sans ignorer qu'on doit pouvoir veiller à la diversification agricole, au travers de l'agriculture biologique et la promotion des circuits courts.
Actuellement, la viande, le lait, les grandes cultures représentent 95% de l'agriculture wallonne en termes de production et l'agriculture biologique 5%. En clair, nous restons des défenseurs de la fonction nourricière primaire de l'agriculture, même si nous sommes conscients que la « niche » constituée par l'agriculture biologique doit continuer à être valorisée.

PS : Le PS souhaite réhabiliter le métier d''agriculteur, en l'accompagnant pour qu'il devienne un véritable entrepreneur rural. Une attention toute particulière doit être accordée à la situation des jeunes agriculteurs afin de créer à nouveau de l'emploi en agriculture.
Le PS propose :
- d'améliorer le statut et les revenus des agriculteurs, en passant notamment par un rééquilibrage des aides directes dans la nouvelle politique agricole commune qui se dessine au niveau européen ;
- de favoriser la première installation et de mieux encadrer le prix des terres afin que ce dernier soit en rapport avec les fruits attendus de leur exploitation ;
- d'accompagner les agriculteurs pour qu'ils deviennent de véritables entrepreneurs ruraux, notamment par une meilleure information et une simplification administrative ;
- de valoriser le rôle d'intérêt général joué par les agriculteurs, notamment en développant des outils de promotion efficaces et de financement stable.

PTB-PVDA : Même si nous n'avons pas élaboré ce point plus en détail dans notre programme, le PTB est d'accord sur la nécessité d'une transition vers des modes de production agroécologiques. Ceci est nécessaire pour des tas de raisons, que ce soit par rapport aux changement climatique, à la pollution de nos eaux de surfaces et des nappes phréatiques par les nitrates, des pesticides et leurs résidus, ou, encore pour préserver les sols (appauvrissement du contenu organique et problèmes d'érosion).

Globalement, nous nous retrouvons également dans les revendications de FIAN pour des circuits plus courts et une production plus locale. Ceci pose bien sûr la question des coûts de production (et donc du marché globalisé) et également celui de l'impact du transport sur le changement climatique.

A ce sujet, notre position serait cependant un peu plus nuancée, car il faut définir ce qu'on entend par « une production locale ». Lorsqu'on parle de diminuer notre dépendance alimentaire ou de relocaliser les systèmes de production et de consommation, il faut en définir le niveau. Pour nous ce niveau se situerait plutôt au niveau Européen, ou en tous cas au niveau de l'Europe de l'Ouest, et pas au niveau belgo-belge ou au niveau micro-local d'un village ou d'une sous-région.

Ceci ne signifie pas que nous serions opposés aux circuits courts, aux ventes à la ferme et aux marchés locaux. Nous y sommes favorables et d'accord pour les encourager. Pas besoin de conditionner, de transporter et de tas d'intermédiaires si on peut aller directement du producteur au consommateur. Il est important aussi de retisser les liens entre les citoyens et les producteurs locaux, entre la ville et la campagne. Trop de citadins ne savent même plus d'où provient notre nourriture. L'industrie agro-alimentaire n'est pas étrangère à cette aliénation. Mais il devra bien sûr toujours rester une place plus ou moins importante pour le secteur de la (grande) distribution. On n'atteindra pas tout le monde, et probablement même bien moins que la moitié de la population, avec les circuits courts.

La nuance réside aussi dans le fait que nous ne pensons pas tout résoudre ainsi , et que l'indépendance alimentaire est probablement illusoire dans un pays densément peuplé et industrialisé comme la Belgique. Il restera une dépendance de pays avec une plus grande vocation agricole, comme la France par exemple, et, d'autre part, les conditions climatiques ne permettent tout simplement pas certaines productions dans nos contrées. Si nous sommes favorables à consommer de préférence des légumes et fruits de saison, nous ne sommes pas non plus pour bannir tout ce qui ne l'est pas.

Enfin, nous sommes d'accord sur le constat de la surconsommation, en Occident, de protéines animales d'où découle une énorme dépendance des importations de matières premières (destinées à la production d'aliments pour animaux). D'accord donc pour rationaliser notre consommation alimentaire et d'accord aussi pour les incitants aux cultures d'oléo-protéagineux et de légumineuses.